ASSEMBLÉE NATIONALE

30 janvier 2019

AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES - (N° 1393)

Rejeté

AMENDEMENT

N° CD134

présenté par

M. Brun

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 12, insérer l'article suivant:**

I. – À titre expérimental, du 1^{er} septembre 2019 au 31 décembre 2020, il est mis en œuvre un dispositif de zones franches rurales dans les bassins d'emplois ruraux défavorisés au sens de la nomenclature de l'Institut national de la statistique et des études économiques. Ces bassins d'emplois sont désignés comme « Bassins ruraux à dynamiser ».

Les conditions de mise en œuvre de ce dispositif sont définies par décret.

II. – Le Gouvernement remet au Parlement un rapport d'évaluation de l'expérimentation au plus tard le 15 septembre 2020.

III. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

IV. – La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale est compensée à due concurrence par la majoration des droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

V. – La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSÉ SOMMAIRE

De nombreux bassins d'emploi ruraux sont aujourd'hui en grande souffrance économique et ont un sentiment – souvent justifié de déclassement.

Tout comme les territoires urbains ayant bénéficié du dispositif des zones franches urbaines (ZFU), ils souffrent d'un manque d'activité économique, créant ainsi dans ces bassins un taux de chômage plus élevé que la moyenne nationale.

Ce manque d'activité économique s'explique notamment par l'éloignement des grandes métropoles, qui concentrent l'essentiel de l'activité économique, conjugué au manque d'infrastructures de transport, créant de fait une situation d'enclavement, comme c'est le cas par exemple dans le bassin de vie du Sud-Ardèche.

C'est pourquoi, le présent amendement propose l'expérimentation de zones franches rurales (ZFR) afin de permettre aux bassins de vie et d'emploi ruraux de se développer et d'attirer les investissements qui permettront de créer de l'activité sur le modèle existant des zones franches urbaines (ZFU), créées afin de redynamiser des quartiers urbains qui peinaient jusqu'alors à attirer des investisseurs.

Lors de la discussion d'un amendement visant à créer de telles zones dans le cadre de la loi de finances pour 2018, le ministre de l'économie lors de la séance publique du 19 octobre 2017 s'il saluait « la volonté de donner le meilleur aux zones rurales » et il recommandait « d'attendre les résultats de la réforme des ZRR pour évaluer son efficacité et la nécessité de l'améliorer sur tel ou tel point ».

Or, aucune avancée n'a été enregistrée sur le sujet, et dans cette perspective attentiste le bénéfice du dispositif des zones de revitalisation rurale (ZRR) aux communes qui en sont sorties le 1^{er} juillet 2017 à la suite de la réforme des critères de classement a été maintenu jusqu'au 31 décembre 2019.

Nos territoires ne peuvent attendre si longtemps et il est temps de se montrer ambitieux !

L'expérimentation d'un dispositif de zone franche rurale, en attirant des entreprises sur les territoires ruraux grâce aux exonérations de charges fiscales et sociales, permettra comme l'a montré le succès des ZFU (le taux de chômage ayant baissé en moyenne de 5 points dans les ZFU au niveau national entre 2006 et 2008 et de 2 points entre 2008 et 2014, et ce malgré la crise) de redynamiser ces territoires et d'y faire baisser le chômage qui touche particulièrement les jeunes.

Dans le cadre de la seconde loi de finances rectificative pour 2017 et de la loi de finances pour 2019 le gouvernement a mis en place et développer des mesures incitatives fiscales dans les bassins urbains à dynamiser (BUD).

En vertu de ce dispositif sont classées dans un bassin urbain à dynamiser les communes qui appartiennent à un ensemble d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre contigus rassemblant au moins un million d'habitants et qui satisfont aux conditions suivantes :

- la densité de population de la commune est supérieure à la moyenne nationale,
- le revenu disponible médian par unité de consommation de la commune est inférieur à la médiane nationale des revenus médians,
- le taux de chômage de la commune est supérieur au taux national ;
- 70 % de la population de chaque établissement public de coopération intercommunale vit dans des communes qui répondent à ces critères.

Dans une logique d'équité il conviendrait que les bassins ruraux en difficultés soient considérés comme des Bassin Ruraux à Dynamiser (BRD) et bénéficient eux aussi en fonction de critères précis de dispositif d'incitations fiscales et sociales.

Tels sont les objectifs du présent amendement.